esprits cultivés ou des hommes instruits; mais s'il avait imposé le droit sur les romans qui sont publiés, je ne m'opposerais pas, quant à moi, à ce que ce droit fût non-seulement de 15, mais de 30, 40 ou 50 pour cent, puisque l'honorable ministre, dans une clause de ses résolutions relatives au tarif, propose de prohiber l'exportation des dindons, des cailles et des chevreuils abattus. Je ne m'opposerais pas à ce qu'il défendît l'importation, ou même la publication, en Canada, de quelques-uns de ces romans, si cette prohibition était conforme aux principes fondamentaux établis à ce sujet; mais en ce qui concerne le roman, je m'occupe fort peu qu'il soit publié par un éditeur canadien ou qu'on l'importe.

Mais ce n'est pas la question essentielle. Il y a, si vous voulez, des éditeurs canadiens qui publient de ces ouvrages qu'ils peuvent vendre en grande quantité; et dans le simple but de les protéger relativement à cette spécialité d'ouvrages qu'ils publient, pourquoi imposer un droit sur toutes les œuvres dont j'ai parlé, et dont—tout porte à le croire—il ne sera jamais publié ici une sur cent, ni, peut-être, une sur mille, mais sur lesquelles nous devons tous payer un impôt si nous désirons les avoir? Le fait que l'on peut très bien dire au peuple que le roman est un article de luxe et qu'il doit l'acheter de l'éditeur local ou payer un droit de 15 pour cent, n'est pas, d'après moi, une raison pour que ceux qui veulent des livres plus sains qu'ils ne peuvent pas se procurer ici paient aussi 15 pour cent.

Le nombre des ouvrages publiés dans le pays, vu l'état de choses dont j'ai parlé, vu l'étendue de la circulation, doit être comparativement restreint. Nous ne pouvons pas espérer qu'ils feront la concurrence sur une bien grande échelle, et à cause de cela l'on nous demande d'imposer une taxe sur tout ce qu'il y a de nouveau dans le monde littéraire, sur toutes les découvertes récentes, les annotations, les commentaires faits à propos des ouvrages anciens et bien connus dans le monde de la littérature.

C'est là l'opinion de l'honorable ministre, et c'est l'opinion que j'ose bien respectueusement ne pas partager.

Mais il est un autre point de vue sous lequel nous pouvons examiner la question et qu'il est, je crois, très important de faire connaître à la Chambre. La question qui concerne l'auteur des livres, non l'éditeur, a été traitée mieux que je puis le faire par un homme accompli que je connais bien et qui, il n'y a pas longtemps, a publié un article signé de son nom dans un journal de Montréal. Je veux parler du professeur Murray, et je me permettrai de lire à la Chambre ce qu'il a dit sur le sujet qui nous occupe :

Au nombre des changements que le gouvernement actuel se propose d'apporter au tarif, se trouve une forte augmentation du droit imposé sur les livres importés; ce droit est trois fois plus élevé qu'autrefois. Le prix d'aucun autre article, autant que je me le rappelle, n'a subi une augmentation aussi sérieuse; et partant, comme presque tous les livres qui sont lus doivent être importés, il n'est pas étonnant que les hommes instruits, en général, et surtout ceux dont les travaux professionnels exigent un grand nombre d'ouvrages, se soient plaints au sujet de l'injustice de ce droit extraordinaire. Finalement, ils ont envoyé au parlement des pétitions demandant l'abolition ou la réduction de la taxe imposée sur les livres. Ce serait rien moins qu'une impertinence inutile que de demander à l'honorable ministre des Finances actuel de faire, au tarif, une modification qui comporterait un changement complet de toute sa politique fiscale, et aucun homme sensé ne peut s'attendre à ce que les députés actuels sanctionnent un projet tout à fait contraire au système pour l'appui duquel on les a élus.

Mais l'abolition du droit sur les livres ne comporte pas l'abandon de la politique que le gouvernement actuel et la Chambre des Communes ont tenu d'appuyer. Au contraire, lorsque la liberté du commerce de livres s'impose d'elle-même aux adversaires de la politique populaire, elle devrait, pour plusieurs raisons, être demandée par les partisans de cette politique eux-mêmes. Les extrêmes se rencontrent quelquefois; et les partisans de la protection et ceux du libre-échange pourraient s'unir pour demander à la législature un simple acte de justice. Deux faits devraient rendre la chose évidente. D'abord, non-seulement les éditeurs de livres n'ont pas besoin de ce droit pour se protéger, mais, en second lieu, le droit n'encourage pas l'éditeur; il produit justement l'effet contraire.

La première de ces propositions est basée sur le fait que, sans aucun droit protecteur, les éditeurs sont déjà, au moins sous ce rapport, protégés d'une façon plus efficace que toute autre classe de producteurs. La loi relatée au droit d'auteur défend absolument l'importation de

toute reproduction étrangère d'un livre publié en Canada. Cette loi est aujourd'hui si libérale, sinon pour les auteurs canadiens, du moins pour ceux qui sont intéressés à la partie mécanique de la publication des livres, que les ouvrages des auteurs anglais et étrangers peuvent être réimprimés en Canada, et celui qui fait ce travail de réimpression est absolument protégé contre l'importation de reproductions étrangères. On me dit que les éditions canadiennes des œuvres de Tennyson et de Swinburne, que peu d'hommes qui tiennent à leurs yeux voudraient lire, ont fermé notre marché à toutes les belles éditions que les Américains ont publiées de ces poètes, même lorsque les poètes reçoivent de magnifiques sommes des éditeurs américains pour le privilège de publier leurs œuvres, et des importateurs canadiens, un droit de 12½ cts. pour cent pour le privilège de les importer. L'imprimeur canadien qui n'est pas encore satisfait de toute cette protection doit être insatiable.

Mais la vérité est que, dans les circonstances, on ne peut pas faire d'autre demande intelligible. On conçoit, en effet, que lorsqu'un auteur canadien publie un ouvrage, l'on peut établir un tarif pour obliger les Canadiens à lire son livre en imposant un droit élevé sur toutes les productions étrangères sur le même sujet. Si c'était là l'objet du tarif, s'il était destiné à nous rendre difficile l'accès à la littérature ou à la science qui nous vient de l'étranger, dans le but de nous obliger à restreindre nos goûts littéraires et scientifiques aux productions des auteurs canadiens, ce serait un fait intéressant à constater. Mais il serait injuste de supposer chez nos législateurs et nos éditeurs une telle barbarie; et, en ce qui concerne les auteurs canadiens, il n'y en a pas encore qui aient songé, au moyen d'un tarif protecteur, à forcer les gens à lire leurs œuvres à l'exclusion des ouvrages des étrangers.

Malheureusement, le droit imposé sur les livres, loin d'encourager la vente des œuvres d'un auteur canadien parmi ses compatriotes, a produit dans presque tous les cas l'effet contraire. Un auteur canadien, qu'il soit français ou anglais, a l'avantage de se servir d'une langue parlée par plusieurs millions de personnes qui habitent en dehors de son pays; et il serait insensé pour lui de chercher ses lecteurs seulement dans les limites de la Confédération, dans le but de recevoir une rémunération pécuniaire, ou d'acquiescer la renommée, ou de se créer une influence intellectuelle. En conséquence, tout auteur canadien de quelque talent a cru que la prudence, sinon la nécessité, lui commandait de publier ses œuvres en Angleterre ou aux Etats-Unis, et même les articles détachés qu'il lui arrive de produire sont insérés avec avantage dans les revues de ces deux pays, lesquelles ont une circulation si étendue.

Le droit actuel imposé sur les livres a donc pour l'écrivain canadien l'effet de soumettre, à la frontière, à un règlement imposant une amende à chacun de ses compatriotes qui désire lire ses productions, tout ouvrage qu'il produit pour la nombreuse population qui parle l'anglais, ou tout article qu'il publie dans une revue. Le seul moyen de faire disparaître cet obstacle qu'il y a entre l'écrivain canadien et ses lecteurs du Canada, serait de limiter ses productions littéraires aux œuvres si insignifiantes et si peu dignes d'intérêt, qu'elles ne méritent pas même de circuler au-delà des frontières de la Confédération.

Ainsi, est-ce que l'on n'a pas raison de dire que, loin d'être une protection qui encourage l'industrie locale, le droit imposé sur les livres contribue à faire languir, au moins une production qui a toujours été regardée comme le signe le plus évident de la civilisation d'un peuple? Jusqu'à un certain point, en effet, ce droit porte préjudice à toute industrie importante du pays. Il y a à peine un seul métier, dans la vie, qui ne doive pas ses progrès aux livres plus ou moins précieux dont le nombre augmente tous les jours; et la plupart des industries agricoles, minières, manufacturières et commerciales sont les sujets que traitent non-seulement les ouvrages qui paraissent de temps en temps, mais aussi les revues, qui font connaître les progrès que font tous les jours les machines au moyen desquelles le coût de la production est réduit ou la valeur des produits augmentée. En conséquence, l'effet du droit imposé sur les livres est d'empêcher tous les producteurs du pays de se tenir au courant des nouvelles inventions au moyen desquelles ils pourraient améliorer leurs industries.

Mais les hommes et les femmes que ce droit affecte le plus sévèrement sont ceux qui se livrent à des travaux littéraires, scientifiques ou pédagogiques, industries qui, même au point de vue économique, devraient figurer parmi les industries les plus précieuses d'un pays.

Il semble donc que le droit sur les livres ne peut être regardé que comme une taxe imposée pour des fins de revenu; et sans dire que les livres sont les derniers articles que l'on devrait frapper d'impôts dans un pays civilisé, il fait plaisir de constater que l'état actuel du revenu permet au gouvernement d'abolir cette taxe sans aucun inconvénient. Il n'y a pas encore un an, le gouvernement, se rendant aux vœux des classes mercantiles, abolissait l'estampillage des effets de commerce, bien qu'il fût justifiable d'imposer ces taxes, vu qu'elles devaient être payées par ceux qui peuvent très bien les payer, et cela, généralement en proportion de leurs moyens. Est-ce trop demander que de prier le gouvernement d'écouter maintenant le cri que font entendre tous les humbles personnages du pays, tous les instituteurs si pauvrement rémunérés, tous ceux qui se livrent à l'étude de la littérature et de la science, enfin, tous les hommes qui, tout en rendant des services précieux à la société, sont rarement en état de payer un droit exorbitant?

C'est l'opinion de l'auteur et du littérateur. Il me semble que d'après les deux points de vue sous lesquels j'ai envisagé la question, il serait mieux de revenir à l'ancien programme au sujet des livres, et d'imposer un droit général de 5 pour cent, qui, suivant moi, rapporterait après tout le même revenu que l'honorable ministre retirera de son impôt de 15 pour cent sur les éditions étrangères. Je préfère-